

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Haiti-Un-aut-point-de-vue-sur-la-crise-haitienne-Un-coup-d-Etat-des-anciens-militaires-au-ordres-de-la-CIA-dans-un-pays-sans-armee>

# **-Haïti-Un aut' point de vue sur la crise haïtienne. Un coup d'Etat des anciens "militaires" au ordres de la CIA dans un pays sans armée.**

Date de mise en ligne : vendredi 27 février 2004

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

À croire les médias occidentaux, toute la population haïtienne sera folle de joie quand l'opposition « démocratique » va enfin chasser du pouvoir l'inefficace, dangereux et corrompu Jean-Bertrand Aristide alias le « Mugabe des Caraïbes ».

**Par André Maltais**

[L'autJournal](#), Canada, 19 février 2004

Mais les médias de gauche en langue espagnole que l'aut'journal a consultés [1], loin de se contenter de dénoncer « l'autoritarisme » d'un régime sans armée, défendu par seulement 5.000 policiers, s'attardent davantage sur le rôle de l'administration états-unienne dans la déstabilisation du gouvernement haïtien.

Ils s'attardent aussi à scruter une opposition qui, comme au Venezuela, cherche à renverser un gouvernement bel et bien élu (et comptant encore beaucoup d'appuis dans les couches les plus démunies de la population) même au prix de la guerre civile et d'une nouvelle occupation par les États-Unis.

Élu d'abord en 1990 avec un programme de gauche inspiré de la théologie de la libération, Jean-Bertrand Aristide, rappelle-t-on, n'a guère le temps de gouverner, car un coup d'état sanglant le force à l'exil quelques mois plus tard.

Puis, l'administration états-unienne fait semblant de haïr les putschistes pendant plus de trois ans pour gagner du temps puisque la constitution haïtienne interdit à un président de briguer un second mandat consécutif.

Ce n'est finalement qu'en 1994 (quelques mois avant la fin de son mandat) que les navires de guerre américains réinstallent Aristide au pouvoir. Jusque là, la CIA n'avait même pas cessé de soutenir secrètement les auteurs du coup d'état.

En 1995, 88% des votants reportent au pouvoir le mouvement Lavalas et son nouveau candidat à la présidence, René Préval qui devra « remercier » Washington en abandonnant les réformes de son parti et en acceptant les politiques et conditions de la Banque mondiale et du FMI.

Mais en 2000, horreur ! Aristide est de nouveau candidat à la présidence avec un programme de cliniques rurales, campagnes d'alphabétisation, améliorations des travaux publics et réforme agraire. Il gagne haut la main les élections.

Cette fois, analyse la gauche hispanophone, une opposition plus « civile » est fin prête. Elle crie à la fraude électorale et son principal financier, l'Oncle Sam, non seulement n'exige de sa part aucune vraie preuve de cette accusation mais la propage mondialement.

Trois ans plus tôt, les États-Unis avaient trouvé le moyen de rompre les échanges économiques avec Haïti et la Banque interaméricaine de développement avait gelé l'aide promise au président Aristide en 1994.

Puis, l'Union européenne sanctionne à son tour le pays le plus pauvre des Amériques dont le gouvernement, à partir de là, devient « suspect mondial » et voit ses agissements scrutés à la loupe face à une opposition laissée libre de provoquer les débordements qu'elle souhaite.

Surtout que, nous rappellent les médias de gauche consultés, la Plate-forme démocratique (le dernier des noms de

l'opposition) est dominée par les classes aisées de la population haïtienne et par les milieux d'affaires avec, en tête, l'Association des industries d'Haïti et la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti.

Elle compte aussi beaucoup sur d'ex-soldats de l'armée dissoute par Aristide (pour prémunir le pays contre d'autres coups d'état) et sur les secteurs néo-duvaliéristes du Mouvement de la sauvegarde nationale.

Tout ces éléments avaient jusqu'à maintenant laissé le devant de la scène aux forces démocratiques plus présentables de la « société civile » (organisations populaires, féminines, étudiantes, syndicales et religieuses).

Mais la récente occupation des Gonaïves, suivie aussitôt du retour d'exil des Louis Jodel Chamblain (ex-meneur des paramilitaires du FRAPH, Front pour l'avancement et le progrès d'Haïti) et Guy Philippe (auteur d'une tentative de coup d'État en 2001), montre les limites de leur patience. Ces « renforts » viennent de la République-Dominicaine qui, étrangement, bénéficie depuis quelque temps d'une aide militaire états-unienne considérablement accrue.

Les analystes latino-américains soulignent que, ne disposant pas des atouts de Hugo Chavez qui peut financer des projets populaires concrets avec les revenus pétroliers et privé des montants d'aide destinés aux projets de son gouvernement, Aristide est dans une situation impossible. Seule la population peut encore sauver le régime qu'elle a élu.

---

[1] La Jornada (Mexique), Pàgina 12 et Clarin (Argentine), Haïti Progrès, Alai-amlatina (Colombie), Rebelion (Espagne)